

Une économie sociale écologique au lieu d'un petit état libéral.

– L'éthique économique du Pape François en discussion.

Joachim Wiemeyer

Par ses actes, gestes et discours, le Pape François soutient que la charité chrétienne pratiquée n'est pas seulement un devoir personnel mais aussi structurel étant donné qu'elle doit se prolonger dans une action politique. Le Pape Benoît XVI. aussi a soutenu le devoir de pratiquer la charité politique pour chaque chrétien (2009 Caritas in veritate, n°7). Cependant, le Pape actuel s'est servi d'un langage plus prophétique et de façon imagée qui est une aggravation avec laquelle il reçoit à la foi une attention plus grande mais également des critiques. La réaction vise sa critique du développement économique en général. Il ne vise pas l'économie en Amérique Latine exclusivement, d'où il vient, avec son déficit démocratique et de l'absence d'état de droit, mais avec une corruption répandue comme aussi la profonde division entre les pauvres et les riches. Il est critiqué parce qu'il vise également les économies du marché occidentales.

Les détracteurs du Pape pensent qu'il est encore attaché à une conception pré-moderne de la société, une société sans croissance et dans laquelle quelqu'un peut seulement gagner si un autre perd. Dans une telle société dans laquelle les ressources n'augmentent pas et la demande de partage entre le riche et le pauvre n'est pas absente. Le Pape ignore le changement radical vers une économie du marché dans laquelle la pauvreté n'est pas atténuée par un partage mais par un croissement structurel. Les détracteurs comme Martin Rhonheimer, prêtre de l'Opus Dei, (Herder Korrespondenz 10 (2016) 17 ; Frankfurter Sonntagszeitung 19.2.2017) suivent l'idée de Friedrich-August von Hayek (1891-1992), porteur du Prix Nobel de l'économie.

Hayek a mieux ressorti la fonction de la concurrence dans l'économie du marché comme un procès commun, mais qui n'est pas voulu et qui est dirigé par le mécanisme du marché comme un élément important de l'ordre du marché économique. Hayek demande que les règles, basées sur le droit, sont les mêmes pour tous ceux qui entrent en concurrence. Le résultat total des marchés qui sont composés par une pluralité des traditions individuelles ne peut pas être soumis à un jugement de la justice sociale, après coup. Hayek refuse catégoriquement cette conception primordiale de la doctrine sociale de l'Eglise comme il critique aussi la déposition correspondante dans les documents pontificaux. L'idée de la « justice sociale » repose sur une morale primitive tribale de petits groupes, mais pas sur une conception d'une grande société composée d'une multitude de groupuscules. Le « social » est pour Hayek une expression qui peut être remplie avec n'importe quel contenu. Dans sa vision sceptique de la démocratie représentative le terme « social » peut être employé pour n'importe quel échange. Pour lui, l'économie sociale du marché n'est plus une économie du marché, l'état de droit social n'est plus un état de droit et une démocratie sociale n'est plus une démocratie non plus. L'emploi du terme « social » mène, dans une concurrence poli-

tique, vers une augmentation constante de la part de l'état dans le produit nationale brut. La suite est que les règlements sont fixés jusqu'au moindre détail (salaire minimum, subvention) dans les différents marchés au lieu d'adapter des règles généraux. Cette politique ne limite pas seulement la liberté individuelle mais aussi la dynamique de la concurrence qui est, à la fin, une perte pour tous, aussi pour des pauvres.

Pour Hayek, le sens social du partage inégal des revenus est basé sur le fait que les groupes riches des citoyens peuvent participer plus à la richesse que les pauvres. Cependant, dans une économie grandissante avec un système concurrentiel les entrées augmentent, les prix baissent et mènent vers une réalité que les biens qui sont encore un luxe, aujourd'hui (PC, avion), sont demain accessibles pour tout le monde. Hayek prévoit un approvisionnement des pauvres dans un système d'aide sociale.

Ces positions, Hayek les a présentées largement dans une multitude de livres comme « Wege in die Knechtschaft » (1944), « Verfassung der Freiheit » 1960, « Recht, Gesetzgebung und Freiheit » (3. Vol. 1979). Les opposants du système socialiste de l'Europe orientale comme l'ancien Président Vaclav Klaus ou la Prime Ministre Thatcher mais aussi des théologiens très critiques vis-à-vis du marché (Rainer Hank, chroniqueur économique de la Frankfurter Sonntagszeitung) se sont convertis – comme souvent les convertis le font – à des positions libérales.

Le débat de l'éthique économique de la conception d'Hayek est critiquable sur deux niveaux importants : Premièrement son concept n'est pas consistant logiquement. Si les données du marché ne peuvent pas être mises sur une évaluation sociale, sous l'angle de la justice sociale, alors ceux qui meurent de faim peuvent être regardés comme participants malchanceux du marché. Le plaidoyer d'Hayek pour un système d'aide sociale qui est une introduction ad hoc ne peut pas être déduit systématiquement de son système théorique.

La deuxième problématique vient du fait que Hayek sous-estime systématiquement la performance des marchés. Les prix ne donnent pas toujours les informations vraies (p.ex. les effets extérieurs ne sont intégrés qu'insuffisamment) aux participants du marché. Les marchés comportent une grande instabilité que la crise financière a bien prouvée.

En plus, une participation importante à travers des services performants d'état (infrastructure, justice, administration, éducation) à l'économie nationale est évidente et qui sont financés par un impôt progressif que Hayek refuse et avec une assurance sociale d'état elle peut mieux résister à la concurrence globale (p.ex. Allemagne, pays scandinaves). Pas seulement l'absence d'un état de droit, mais aussi d'un état faible à cause d'une infrastructure, éducation et sécurité sociale manquantes est un obstacle pour une économie forte. La Banque mondiale, l'IWF, l'OECD et le Forum mondial de l'économie de Davos se rejoignent à cette évidence.

Une économie sociale écologique n'est pas seulement nécessaire au point de vu d'une éthique sociale mais elle est aussi plus efficiente économiquement. Les disciples de Hayek se

trouvent devant un dilemme : S'ils suivent sa méthodologie que les institutions efficientes sont plus fortes dans une confrontation, ils doivent laisser tomber une série de ses propositions économiques politiques d'un état minimaliste et ils doivent s'orienter vers une économie sociale du marché. Il est impossible de suivre à la fois la méthodologie et en même temps défendre les idées économiques sociales de Hayek.

Le Pape François est un défenseur d'une économie sociale écologique. Dans son discours tenu à l'occasion de l'attribution du Prix Charlemagne, il a parlé expressément de l'économie sociale. Contrairement à des critiques superficielles qui lui soumettent une critique du capitalisme il faut constater que contrairement à ses prédécesseurs comme Jean-Paul II. il n'emploie jamais ce terminus.

S'il critique l'économie des nations occidentales, il le fait parce que les économies ne sont plus des économies sociales ou pas encore une économie écologique du marché. Ceci est par exemple vrai pour la clé de la répartition si on compare la divergence croissante des salaires des ménagers avec la revenue moyenne des employeurs. Il est important que les employés avec un statut de travailleur salarié dans les entreprises qui font partie des leaders mondiaux s'identifient avec les estimations de leur entreprise avec laquelle ils peuvent s'identifier aussi comme ouvrier spécialisés. Pour arriver à cela, la distance sociale et salariale ne doit pas être très importante entre l'ouvrier spécialisé et l'employé d'un côté et les directeurs d'autre côté.

Le Pape vise aussi les marchés financiers qui se rendent indépendants. Ils ne sont plus au service de l'économie réelle mais ils peuvent déranger les marchés comme c'est arrivé pendant la crise financière récente. Le Pape critique également la politique qui ne donne plus un cadre démocratique légitime – comme cela est prévue dans la conception traditionnelle de l'économie sociale – mais que les grands trusts transnationaux ne respectent plus les lois nationales ou elles essaient de les influencer à leurs avantages. Il suffit de donner comme exemples les trusts avec une grande marge de bénéfice qui arrivent souvent à une exonération de l'impôt.

L'enraiment du changement climatique dramatique, la perte des espèces, l'érosion de la terre comme aussi la pollution de l'air etc. ne peut se contenter avec une économie limitée à l'écologique. Le Pape souligne cette réalité dans son encyclique « *laudato Si* ». Un théologien qui se réfère à Hayek pour critiquer le Pape a pris une position isolée. Il se distingue de la majorité de ceux qui sont dans la tradition de Joseph Höffner qui représente la doctrine sociale dans l'espace germanique et qui ont étudié à fond la théorie et l'empirisme.